



ASIE/SYRIE - Ultimatum conjoint russo-américain à Assad ? Une « solution politique » est urgemment nécessaire

Damas (Agence Fides) – La Russie et les Etats-Unis s'apprêteraient à lancer un ultimatum conjoint au Président Bashar el Assad par l'intermédiaire de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Lakhdar Brahimi, afin qu'il quitte le pouvoir « avec dignité ». Selon la nouvelle, reprise ce jour par le Figaro, Washington et Moscou se seraient « échangé les noms » des responsables qui pourraient faire partie du gouvernement de transition. Selon des sources interpellées par l'Agence Fides, la clef pour comprendre le changement d'attitude du gouvernement russe en ce qui concerne la crise syrienne réside dans la possibilité offerte à la Russie de disposer d'un rôle dans la Syrie post-Assad, en exploitant les liens créés au cours des années passées par l'intermédiaire de l'Université Lumumba de Moscou où ont été formés différents dirigeants syriens. Parmi ceux-ci, on compte également des personnages qui pourront faire partie de la direction politique du pays après Assad. Une source confidentielle révèle à l'Agence Fides que l'une des plus hauts dirigeants de la Coalition des forces d'opposition syrienne est un homme disposant de profonds liens avec Moscou.

Selon ce qu'indique à Fides un responsable du mouvement d'opposition syrien Syrian Non Violent Movement (SNVM), la solution politique réaliste peut être que « la famille Assad quitte la Syrie et que soit créé un gouvernement de transition avec les représentants provenant des deux parties en conflit, le gouvernement et la coalition d'opposition, qui n'aient pas participé à la violence ». Le « dialogue national » souhaité par le SNVM permettrait « d'établir un cessez-le-feu nécessaire » dans la perspective de « tenir des élections libres et transparentes dans les six mois » et de « fixer un dédommagement pour les familles des morts et des blessés ». « Aujourd'hui, ce qui est essentiel – conclut le représentant – est une transition pacifique du pouvoir à un gouvernement élu afin d'éviter la destruction complète de la Syrie ». (LM/PA) (Agence Fides 14/12/2012)